

# **Convention d'accompagnement / ETUDE POUR L'ELABORATION D'UNE POLITIQUE LOCALE DU COMMERCE**

**Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire**  
**11 rue du Maréchal Leclerc**  
**CS 54030**  
**49408 Saumur Cedex**

N° d'ordre : C01014AS/2017/CS/  
Suivi par : Christelle SEPTANS  
Date : 1<sup>er</sup> juin 2017

**2017**

## I. Contexte

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle rassemble 49 communes après fusion de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, des communautés de communes Loire-Longué et du Gennois (uniquement Gennes Val de Loire et Tuffalun), et avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes et Denezé-sous-Doué.

Cette nouvelle Communauté d'Agglomération compte plus de 100 000 habitants.

M. MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, souhaite définir une politique locale du commerce et a mandaté M. VÉRITÉ, délégué communautaire, sur ce dossier.

Même si chaque commune reste référente sur son territoire pour le commerce, une politique locale du commerce permettra d'arrêter les orientations et objectifs stratégiques, d'harmoniser les pratiques et guider les interventions des élus de la collectivité.

Une organisation fonctionnelle sera déterminée afin de répondre au mieux aux besoins des communes d'une part, et des entreprises, d'autre part.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire, compte tenu de ses compétences, son expérience et des thématiques retenues, souhaite travailler à l'élaboration de cette politique locale du commerce aux côtés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

## II. Objectifs

L'objectif principal de l'intervention est de réaliser une étude prospective qui permettra de définir une stratégie d'intervention communautaire en matière de politique locale du commerce.

### 1 – Phase d'orientation

Cette intervention permettra d'établir un **état des lieux, une analyse** :

#### 1.1. Caractériser l'offre commerciale

L'étude de la CCI de Maine-et-Loire visera à recenser l'offre commerciale et de services du territoire, la situer par rapport à l'offre des territoires voisins et identifier ses forces et faiblesses.

#### 1.2. Analyser l'offre commerciale

L'étude de la CCI de Maine-et-Loire s'attachera à réaliser un diagnostic de la situation des professionnels.

Seront ainsi recueillis la situation économique de l'activité des professionnels, leur perception de la dynamique commerciale sur la commune, la polarité commerciale et la communauté d'agglomération, leurs projets (développement de l'activité, transmission ou cessation) et les éventuelles difficultés rencontrées.

L'avis des représentants des associations des commerçants permettra de compléter les données recueillies auprès des commerçants individuellement et de mesurer la dynamique commerciale de la commune.

#### 1.3. Identifier la perception de l'offre commerciale par les élus

La CCI de Maine-et-Loire procèdera au recensement et à l'analyse des attentes et projets des municipalités en lien avec le commerce.

#### **1.4. Définir les caractéristiques commerciales des communes et par bassin de vie**

En lien avec le Schéma de Cohérence Territoriale, la CCI de Maine-et-Loire proposera une classification des différents pôles commerciaux. Elle établira un diagnostic des facteurs urbains de commercialité sur les principales polarités.

## **2 – Phase de définition des orientations : diagnostic, enjeux et préconisations**

#### **2.1. Recenser les dispositifs ou actions d'accompagnement des entreprises sur le territoire**

Différents acteurs interviennent sur le Saumurois aux côtés des entreprises.

L'étude de la CCI s'attachera à :

- identifier l'ensemble des acteurs et les actions menées par chacun, les dispositifs d'accompagnement collectifs et individuels des activités commerciales au niveau européen, régional, départemental et local,
- proposer les modalités de soutien aux dispositifs et le cas échéant la création de dispositifs complémentaires.

#### **2.2. Définir les caractéristiques du commerce de demain**

Le commerce évolue continuellement et les évolutions doivent être anticipées pour répondre aux attentes des consommateurs et ainsi assurer la pérennité des activités.

L'étude de la CCI aura pour objet de recenser les tendances commerciales, les outils réglementaires mis en place sur d'autres territoires, d'identifier les pratiques pertinentes, proposer les tendances et outils réglementaires adaptés au territoire qui permettront de développer l'offre commerciale et de services et répondre aux besoins.

#### **2.3. Recenser les obligations réglementaires liées au commerce**

La collectivité est régulièrement sollicitée par des chefs d'entreprises pour obtenir des autorisations liées notamment aux ouvertures dominicales. Elle est également présente dans les commissions départementales d'aménagement commercial pour participer à la décision de création, d'agrandissement de surfaces commerciales ...

L'étude de la CCI aura pour objectif de :

- rappeler la réglementation en vigueur,
- définir des critères pour permettre aux élus d'harmoniser leurs prises de position et assurer une meilleure cohérence territoriale.

## 2.4. Elaborer une stratégie d'intervention

A partir de ce recueil de données (analyse de l'offre commerciale, des perspectives, des obligations réglementaires, des dispositifs en place et des attentes des élus), la prestation de la CCI de Maine-et-Loire visera à :

- fournir une vision synthétique et argumentée de la situation en dégagant les forces et faiblesses à l'échelle de la commune, de la polarité, de la communauté d'agglomération.
- définir les opportunités et menaces des appareils commerciaux pour dégager des scénarii de pérennisation de l'offre commerciale et de services.
- proposer des orientations aux élus afin qu'ils choisissent celles qu'ils estiment pertinentes pour le territoire en matière d'aménagement et de développement commercial, d'organisation fonctionnelle pour répondre au mieux aux besoins des habitants et des entreprises.

## 3. Phase d'élaboration d'un plan d'actions

Sur la base des orientations définies par les élus, la CCI transmettra les documents suivants :

- **une charte d'aménagement et de développement commercial :**

Il conviendra d'arrêter les principes directeurs qui permettront d'orienter le développement commercial entre les différents pôles, l'articulation entre types de territoire, types d'offre commerciale.

L'objectif pour la collectivité est également de disposer d'éléments chiffrés sur l'offre commerciale existante et son évolution ... La CCI proposera les données à retenir dans l'Observatoire du Commerce et les modalités de mise en œuvre.

- **une stratégie d'intervention communautaire :**

Il s'agira de :

- décliner les règles d'intervention communes pour l'ensemble du territoire (ouvertures dominicales, CDAC, TLPE, taxation locaux vacants ...)
- définir les actions à mener pour développer l'offre commerciale sur le territoire (en précisant le périmètre concerné, en priorisant les actions...).

### **III. Déroulement – Méthodologie - Délais**

#### **1. Déroulement - Méthodologie**

##### **1.1. Phase d'orientation**

###### **1.1.1. Réunion de lancement en amont de l'étude**

Une réunion avec les membres du Comité de Pilotage, rassemblant des élus et collaborateurs de la Communauté d'Agglomération et la CCI de Maine-et-Loire, sera organisée en amont de l'étude pour recenser la perception générale de la situation actuelle, les enjeux et les projets du territoire.

Cette rencontre permettra de définir :

- les questions auxquelles l'étude doit apporter des éléments de réponse ;
- les modes de fonctionnement des échanges de l'information.

###### **1.1.2. Caractérisation de l'offre commerciale**

Sur la base de l'Observatoire du Commerce, d'études déjà réalisées, de repérages terrain, l'étude de la CCI de Maine-et-Loire visera à :

- recenser l'offre commerciale et de services existant dans les 49 communes à partir de l'observatoire du commerce ;
- présenter l'environnement concurrentiel des pôles voisins.

***Livrable : rapport de recensement de l'offre commerciale***

###### **1.1.3. Analyse de l'offre commerciale**

La CCI de Maine-et-Loire procédera à l'étude de l'appareil commercial de la Communauté d'Agglomération. Des entretiens en face à face, d'environ une heure, seront réalisés auprès d'un échantillon de dirigeants de grandes et moyennes surfaces, alimentaires et non alimentaires, auxquels s'ajouteront les entretiens téléphoniques avec un panel de 400 commerçants de proximité.

Les études réalisées sur Montreuil-Bellay, Doué-en-Anjou et Gennes-Val de Loire viendront compléter les éléments recueillis.

Ces entretiens permettront de collecter :

- les caractéristiques de l'entreprise et de son offre ;
- les perspectives et projets au niveau du point de vente ;
- la perception de l'offre commerciale de la commune, de la polarité, de la communauté d'agglomération et du marché des consommateurs ;
- les attentes et les besoins.

Le questionnaire sera validé au préalable par la collectivité.

Ces entretiens seront complétés par des rendez-vous avec les représentants des dix associations de commerçants afin de recueillir leur perception de l'offre commerciale de la commune, de la polarité, de la communauté d'agglomération, leurs propositions pour conforter l'offre, la développer.

***Livrable : rapport d'analyse de l'offre commerciale et des projets des professionnels***

#### **1.1.4. Identification de la perception de l'offre commerciale par les élus locaux**

La CCI de Maine-et-Loire rencontrera les Maires des 37 communes de la Communauté d'Agglomération qui accueillent des commerces pour identifier leur perception de la dynamique commerciale du territoire (état des lieux, évolutions, dynamiques et enjeux prospectifs), leur avis sur la mise en place d'une politique locale du commerce. Des entretiens en face à face seront réalisés auprès de ces Maires.

Le guide d'entretien sera validé au préalable par la collectivité.

***Livrable : synthèse des entretiens avec les 37 Maires de Saumur Val de Loire***

#### **1.1.5. Identification des caractéristiques commerciales des communes et par bassin de vie**

La CCI de Maine-et-Loire réalisera une classification et une hiérarchisation des pôles commerciaux en prenant en compte le Schéma de Cohérence Territoriale et les facteurs urbains de commercialité.

***Livrable : cartographie des caractéristiques commerciales du territoire par polarité***

## **1.2. Phase de définition des orientations : diagnostic, enjeux et préconisations**

### **1.2.1. Identification des dispositifs existants**

La CCI recensera les dispositifs d'accompagnement, de financement des activités commerciales en sollicitant les différents partenaires ad hoc.

Elle sera force de proposition pour des dispositifs complémentaires à développer identifiés grâce aux entretiens avec les chefs d'entreprises, les maires des communes, via également le benchmark réalisé, les obligations réglementaires...

***Livrable : synthèse des dispositifs existants et proposition de dispositifs complémentaires***

### **1.2.2. Définition des caractéristiques du commerce de demain**

Le commerce évolue continuellement et les évolutions doivent être anticipées pour répondre aux attentes des consommateurs et ainsi assurer la pérennité des activités.

L'étude de la CCI aura pour objet de :

- recenser les tendances commerciales par le biais d'une prospective,
- recenser les outils réglementaires mis en place sur d'autres territoires (droit de préemption, inscription au PLU des linéaires commerciaux, taxes locaux vacants) pour développer, pérenniser les activités commerciales,
- identifier les pratiques pertinentes,
- proposer les tendances et outils réglementaires adaptés au territoire qui permettront de développer l'offre commerciale et de services et répondre aux besoins.

***Livrable : présentation des tendances commerciales, des outils réglementaires, propositions pour le territoire***

### **1.2.3. Identification des obligations réglementaires commerciales**

La CCI de Maine-et-Loire recensera les obligations réglementaires commerciales, telles que l'ouverture dominicale, ainsi que les dispositifs facultatifs, comme la Taxe Locale de Publicité Extérieure, et fera des préconisations sur leur mise en place sur le territoire.

***Livrable : présentation des obligations réglementaires commerciales et des dispositifs facultatifs, préconisations pour le territoire***



### 1.2.4. Elaboration d'une stratégie d'intervention

La CCI de Maine-et-Loire établira un diagnostic forces-faiblesses et opportunités-menaces de l'offre commerciale actuelle.

A partir de l'ensemble des données collectées, à savoir l'analyse de l'offre commerciale, du benchmark réalisé, des obligations réglementaires, des dispositifs en place et des attentes des élus, la CCI de Maine-et-Loire élaborera des scénarii.

Elle animera des groupes de travail rassemblant des élus du territoire afin de leur présenter des propositions et leur permettre de retenir des orientations. Le groupe de travail déterminera les grands principes directeurs et les objectifs.

***Livrable : synthèse des principes directeurs et des objectifs retenus par les groupes de travail***

## 1.3. Phase d'élaboration d'un plan d'actions

Sur la base des grands principes directeurs retenus par les élus, la CCI transmettra les documents suivants :

### 1.3.1. Une charte d'aménagement et de développement commercial :

La charte, complémentaire au SCoT, aura pour objectif de fixer les grands principes du développement commercial, d'orienter ce développement entre les différents pôles, types d'offre commerciale.

Elle donnera un cadre de référence et devra permettre de suivre l'évolution du commerce et définir les éléments chiffrés dont la collectivité a besoin sur l'offre commerciale existante et son évolution, tels que le nombre de commerces par secteur d'activité, le nombre d'emplois, les surfaces commerciales, leur évolution... grâce à la mise en place d'un Observatoire du Commerce.\*

***Livrable : proposition de charte et document présentant les éléments de contenus de l'Observatoire du Commerce avec une proposition de modalités de réalisation***

### 1.3.2. Une stratégie d'intervention communautaire :

Il s'agira de :

- décliner les règles d'intervention communes pour l'ensemble du territoire (ouvertures dominicales, CDAC, TLPE, taxation locaux vacants ...)
- définir les actions à mener pour développer l'offre commerciale sur le territoire (en précisant le périmètre concerné, en priorisant les actions...).

- proposer une organisation fonctionnelle afin de répondre au mieux aux besoins des communes d'une part, et des entreprises, d'autre part.

***Livrable : grilles précisant l'application des obligations/possibilités réglementaires sur l'ensemble du territoire et fiches actions rédigées***

### **1.3.3. Restitution et accompagnement de la collectivité**

La CCI interviendra à la demande de la Communauté d'Agglomération pour présenter et communiquer les résultats et les recommandations aux différentes cibles.

L'intervention de la CCI de Maine-et-Loire visera à :

- présenter et communiquer les résultats et les recommandations à tout public souhaité par la collectivité (commission, conseil municipal, professionnels) pour en faciliter l'appropriation ;
- conseiller la collectivité face aux différentes options qui s'offrent à elle.

***Livrable : présentations Powerpoint auprès du commanditaire et des partenaires associés.***

## **2. Calendrier**

L'étude débutera en septembre 2017 et s'organisera autour des phases suivantes :

- Orientation (état des lieux, analyse) : septembre 2017 – janvier 2018
- Définition des orientations (diagnostic, enjeux et préconisations) : janvier – mai 2018)
- Elaboration d'un plan d'actions (juin – septembre 2018)

Selon nos estimations, le temps de réalisation nécessaire à cette étude est d'environ un an.

Lors de la réunion de lancement, un planning opérationnel sera co-construit avec les élus de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

## IV. MODALITES FINANCIERES

### 1. Le coût

Le coût de réalisation de l'étude pour l'élaboration d'une politique locale du commerce s'élève à **28 925 euros HT**.

Compte tenu de l'enjeu d'organisation du commerce sur le territoire et de notre volonté d'accompagner la Communauté d'Agglomération dans cette démarche, **la part prise en charge par la CCI est de 7 975 euros HT** (27.5 % du coût de la prestation).

Le coût pour la collectivité sera de **20 950 euros HT**.

	Saumur Val de Loire	CCI
<b>PHASE D'ORIENTATION</b>	<b>15 890</b>	<b>5 060</b>
<b>Caractérisation de l'offre commerciale</b>		2 200
Photo Observatoire du Commerce		
Environnement concurrentiel des pôles voisins		
<b>Analyse de l'offre commerciale</b>		
Entretien en face à face avec un échantillon de professionnels de grandes et moyennes surfaces	3 300	825
Enquête téléphonique auprès de 400 professionnels (coûts externes CCI HT)	4 450	
Entretiens avec les associations de commerçants (10)	880	220
<b>Perception des élus</b>		
Entretiens avec les maires des communes qui ont une offre commerciale (37 maires)	4 180	1 045
<b>Caractéristiques commerciales des pôles</b>		
Typologie des pôles	880	220
dont diagnostic des facteurs urbains de commercialité sur les principales polarités	2 200	550
<b>PHASE DEFINITION DES ORIENTATIONS</b>	<b>2 200</b>	<b>2 200</b>
<b>Identification des dispositifs existants, benchmark offre commerciale</b>		2 200
<b>Application des obligations réglementaires au territoire</b>	550	
<b>Animation groupes de travail élus</b>	1 650	
<b>PHASE PLAN D' ACTIONS</b>	<b>2 860</b>	<b>715</b>
<b>Rédaction d'une charte d'aménagement et de développement commercial</b>	2 200	550
<b>Rédaction d'une stratégie d'intervention</b>	660	165
<b>Coût de l'étude HT</b>	<b>20 950</b>	<b>7 975</b>
TVA 20 %	4 190	
<b>MONTANT TOTAL TTC dû par la collectivité</b>	<b>25 140</b>	

## 2. Conditions de règlement

La facture sera adressée à la fin de la prestation. Le paiement s'effectuera dans un délai de 30 jours à réception de facture, par tout moyen à la convenance du client.

## 3. Validité de l'offre

Offre valable 2 mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017

## V. Conditions particulières

### Communication

La CCI49 peut être amenée à citer le nom (terme générique désignant entre autres la dénomination sociale, le nom commercial, l'enseigne ou le sigle) de ses clients dans certains supports de communication.

L'entité déclare **autoriser** ou **ne pas autoriser\***, la CCI49 à utiliser son nom dans ce contexte.

*\*Rayer la mention inutile* (par défaut, la CCI49 sera autorisée à utiliser le nom de l'entreprise).

La CCI49 s'engage à utiliser le logo de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dans les différents livrables.

## VI. Bon pour accord

Entité bénéficiaire : *(si plusieurs entités signataires à répéter autant de fois que nécessaire)*

Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire  
11 rue du Maréchal Leclerc  
49412 SAUMUR CEDEX

Etude pour l'élaboration d'une politique locale du commerce	
COÛT TOTAL HT	20 950 €
COÛT TOTAL TTC (TVA à 20%)	25 140 €

Fait en 2 exemplaires

Pour la CCI de Maine-et-Loire,

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Eric GRELIER

Président

Pour le Client

Bon pour accord, le : \_\_\_\_\_

M. Jean-Michel MARCHAND \_\_\_\_\_

Président

Signature et cachet de l'entité

Merci de nous faire parvenir un original signé à :

**CCI de Maine-et-Loire – Direction Développement des Entreprises**  
**Agence Saumur – Vallées d'Anjou**  
A l'attention de Nadège LARDIER  
Square Balzac – 49412 SAUMUR cedex

## ANNEXES : Références de la CCI de Maine-et-Loire

### Au plan régional :

- Observatoire de l'Industrie-BTP (2005, 2008),
- Observatoire du Commerce inter-entreprises (2005, 2008)
- Observatoire des Services aux entreprises (2006, 2009),
- Observatoire International (2004, 2006, 2009, 2013),
- Observatoire des Compétences (2005, 2008), en collaboration avec le Conseil Régional et AGEFOS PME,
- Observatoire de l'apprentissage (2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015),
- Observatoire des TIC (2002, 2004, 2008) en collaboration avec le Conseil Régional et la Préfecture de Région,
- Les « Chiffres clefs » régionaux et départementaux – Panoramas économiques et sectoriels depuis 2004,
- La TRIA (2014).,
- Etude de conjoncture des chefs d'entreprises des Pays de la Loire (semestrielle).

### Au plan départemental :

- Etude des pôles de proximité sur Angers en collaboration avec l'Agence d'Urbanisme (2003),
- Observatoire du Commerce (2001, 2004, 2007, 2010, 2014),
- Observatoire du commerce au fil de l'eau (2015),
- Observatoire de l'Hôtellerie et de la Restauration (2004, 2007, 2010, 2014),
- Observatoire de l'Immobilier d'Entreprises (2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015),
- Observatoire de l'Innovation (2011),
- Observatoire de l'Entrepreneuriat (2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015),
- Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (2012),
- Observatoire de la prévention du risque routier en entreprise en partenariat avec la DDE et la CRAM (2008, 2010, 2011),
- Schéma de Développement Commercial Départemental.

### Au plan local :

- Observatoire des effets du Tramway en collaboration avec Angers Agglomération et l'Agence d'Urbanisme (2008, 2011, 2014),
- Etudes préalables à l'ORAC : Pays Segréen (1995), Pays Loire en Layon (2010), Pays des Vallées d'Anjou (2010), Pays Saumurois (2010) (en partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Maine-et-Loire),
- Etudes centre-ville et Communautés de Communes (appareil commercial et comportements d'achat) : Segré, Longué, Saint-Sylvain-d'Anjou, Durtal, Mazé, le Lion-d'Angers, Villevêque, Vern-d'Anjou, Thouarcé, Sainte-Gemmes-sur-Loire, Vauchrézien, Communauté de Communes du Canton de Segré, Communauté de Communes de la Région de Pouancé-Combrée, Ingrandes-sur-Loire, Brissac-Quincé, Corné, Doué-la-Fontaine, La Pommeraye, Chalonnes-sur-Loire, Avrillé, Communauté de Communes Loir-et-Sarthe, Baugé, Saint-Christophe-du-Bois, Saint-Georges-sur-Loire, Le Plessis-Grammoire, Maulévrier, Saint-Crespin-sur-Moine, Saint-André-de-

- la-Marche, Ecoflant, Saint-Germain-sur-Moine, Drain, Saint-Melaine-sur-Aubance, Brain-sur-l'Authion, Mazé, Le Longeron, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Montjean-sur-Loire, Miré, Châteauneuf-sur-Sarthe, Baugé-en-Anjou, Pouancé, Bégrolles-en-Mauges, Corné, Chemillé-Melay, Doué-la-Fontaine, Gennes Val de Loire, Les Ponts-de-cé.

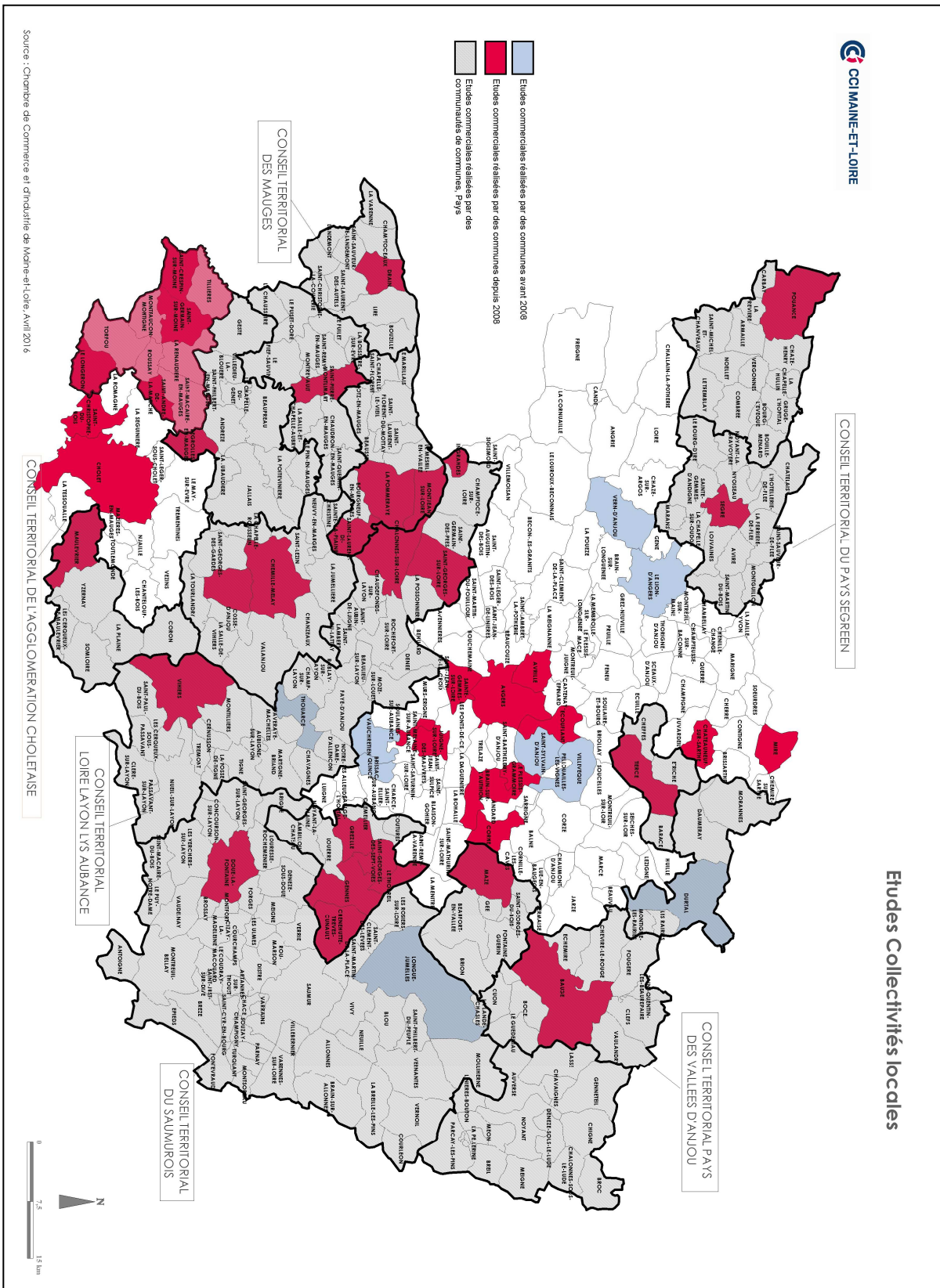
#### **Autres études :**

- Etude pour la mise en place d'une charte de Développement Durable sur la zone d'activités des Landes - Communauté de communes Loir-et-Sarthe (2012),
- Etude d'opportunité d'une zone commerciale et tertiaire sur la commune de Saint-Laurent-de-la-Plaine (2010),
- Etude d'impact du Festival Premiers Plans (2007, 2012),
- Analyse prospective des filières du végétal spécialisé Végépolys (2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012),
- Analyse prospective de la filière menuiserie industrielle (2010, 2011),
- Analyse prospective de la filière tourisme en Anjou (2010, 2011),
- Analyse des critères d'achat des particuliers de menuiserie industrielle (2012)
- Comptages piétons Angers (2000, 2003, 2005, 2007, 2009, 2010, 2011, 2013),
- Comptages piétons Cholet (2007, 2009, 2015),
- Observatoire de la Sécurité Routière en entreprises. Projet de pilotage au plan national en collaboration avec la DDE et la CRAM (2008, 2010, 2011),
- Etude tourisme avec le Pôle Tourisme International de Saumur et sa Région (2006, 2007, 2008, 2009, 2011, 2013),
- Etude tourisme avec le Comité Départemental du Tourisme, l'Office de Tourisme du Choletais et le Pôle Tourisme International Saumurois (2011),
- Etude consommateurs du centre-ville d'Angers (2008),
- Etude consommateurs du centre-ville de Cholet (2010),
- Etude de l'équipement cinématographique Arts et Essai,
- Etude Clubs et Réseaux d'Entreprises (2010),
- Etude de Conjoncture et Opinion des chefs d'entreprises du Maine-et-Loire ExpreCClon (semestrielle),
- Etude tourisme avec l'office de Tourisme de Cholet et le CDT 49 (2011),
- Enquête sur les sites de visites angevins en partenariat avec Angers Loire Tourisme et le CDT 49 (2013),
- Observatoire de l'hôtellerie angevine (2013, 2014, 2015),
- Observatoire de l'hôtellerie saumuroise (2014, 2015)
- Eude sur l'écologie industrielle pour le Conseil Départemental (2015),
- Accompagnement dans l'élaboration d'un Schéma de Développement des Circuits Alimentaires de Proximité pour le Pays des Mauges (2015),
- Etude sur l'énergie positive dans les commerces pour la Communauté d'Agglomération Choletaise (2015, 2016).

\*La CCI se donne la possibilité de réutiliser la base des répondants anonymisés dans le cadre d'autres études.



# Etudes Collectivités locales





## CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET DE REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES PAR LA CCIT 49

### ARTICLE 1 - APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE ("CGV")

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du CLIENT aux présentes CGV, qui peuvent être complétées et/ou modifiées par des conditions particulières définies dans la convention d'accompagnement par la CCIT 49.

Sauf dérogation expresse et écrite émanant de la CCIT 49, les présentes CGV prévalent sur toute autre condition stipulée par le CLIENT, notamment dans ses conditions générales d'achat, quel que soit le moment où cette condition est portée à la connaissance de la CCIT 49, et même si la CCIT 49 n'exprime pas son désaccord.

Les dérogations acceptées par la CCIT 49 à l'occasion d'une commande n'engagent la CCIT 49 que pour cette commande. Aucun défaut ou retard d'application des présentes CGV ne peut être interprété comme impliquant renonciation de la CCIT 49 à se prévaloir desdites CGV.

### ARTICLE 2 - FORMATION DU CONTRAT

Le contrat n'est formé qu'au moment de la confirmation écrite de la commande par le client. Le client ne peut pas apporter de modifications à sa commande initiale sans l'accord préalable et écrit de la CCIT 49.

### ARTICLE 3 – PRIX

Les prix sont fermes et mentionnés dans la convention d'accompagnement.

Ces prix s'entendent majorés de la TVA. Le prix des prestations de services est valable pendant la durée indiquée sur la convention d'accompagnement.

Le prix de chaque prestation de services intègre les frais, liés à la réalisation de ladite prestation, tels que mentionnés dans la proposition faite par la CCIT 49 au CLIENT. Tout engagement de frais supplémentaires sera soumis à l'accord préalable et écrit du CLIENT, et facturé en sus.

### ARTICLE 4 - PAIEMENT

La facture est établie en fin de prestation, sauf dispositions contraires inscrites dans la convention d'accompagnement. Le règlement doit être effectué dans un délai de 30 jours à réception de facture et sans escompte par tout moyen à la convenance du CLIENT.

Les factures impayées à l'échéance seront de plein droit et sans mise en demeure majorées des intérêts de retard au taux d'une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur.

### ARTICLE 5 – DELAIS DE LIVRAISON OU DE REALISATION

Les délais de livraison des prestations sont précisés au plus tard lorsque la CCIT 49 accepte la commande.

Les délais de réalisation des prestations de services sont donnés à titre indicatif

dans la proposition faite au CLIENT. La CCIT 49 s'engage à les respecter au mieux, mais elle est notamment tributaire de la disponibilité des informations et/ou des interlocuteurs pouvant être indispensables à l'exécution de la prestation.

### ARTICLE 6 – MODALITES DE REALISATION DES PRESTATIONS

La CCIT 49 est seul juge des différents moyens qu'elle met en œuvre pour la réalisation de ses prestations. Pour permettre la bonne exécution des prestations, le CLIENT s'engage à mettre à la disposition de la CCIT 49 toutes les informations et tous les documents utiles à l'appréciation précise par la CCIT 49 du besoin du CLIENT.

### ARTICLE 7 - RESPONSABILITE

La CCIT 49 s'engage à exécuter ses obligations avec soin et diligence et à mettre en œuvre les meilleurs moyens à sa disposition.

Il est expressément convenu que l'obligation à la charge de la CCIT 49 est une obligation de moyen. Le CLIENT reconnaît en outre que les recherches d'informations, même menées avec les meilleurs soins, ne peuvent prétendre à l'exhaustivité.

Si la responsabilité de la CCIT 49 était retenue dans l'exécution d'une commande, le CLIENT ne pourrait pas prétendre à un dédommagement supérieur aux sommes perçues par la CCIT 49 pour l'exécution de ladite commande.

Le CLIENT est seul responsable de l'usage qu'il fait des résultats des prestations effectuées par la CCIT 49.

### ARTICLE 8 – MODIFICATION - ANNULATION

Toute annulation de commande doit être communiquée par le CLIENT par écrit (courrier ou télécopie) au moins 10 jours avant le début de la prestation.

En cas d'annulation de commande moins de 10 jours ouvrables avant le démarrage, la somme retenue sera à hauteur de 50 % du coût total de la commande.

### ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE

La CCIT 49 et le CLIENT s'engagent à prendre les mesures nécessaires, notamment vis-à-vis de leur personnel, pour que soient maintenues confidentielles les informations de toute nature qui leur sont communiquées comme telles par l'autre partie pendant l'exécution d'une prestation de services. Le CLIENT s'engage à considérer comme confidentiels les documents, logiciels et méthodes, propriété de la CCIT 49, qui pourront être utilisés pour l'exécution d'une prestation de services.

### ARTICLE 10 - DROITS D'AUTEUR

La CCIT 49 fournit des documents et informations conformément aux dispositions en vigueur et aux limites que les auteurs ont pu fixer.

### ARTICLE 11 - DONNEES NOMINATIVES

Sauf opposition expresse du CLIENT, les données nominatives fournies par le CLIENT sont intégrées dans les bases d'information de la CCIT 49 ; elles peuvent également être intégrées dans les bases de données que la CCIT 49 met à disposition de tiers, notamment sur son site web.

Le CLIENT dispose à tout moment d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives le concernant. Pour exercer ce droit, il suffit d'adresser un courriel à la CCIT 49 [info@maineetloire.cci.fr](mailto:info@maineetloire.cci.fr)

### ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Les engagements de la CCIT 49 cessent par suite de cas de force majeure : décisions ou actes des autorités publiques, troubles sociaux, grèves générales ou autres, émeutes, inondations, incendies, et, de façon générale, tout fait indépendant de la volonté de la CCIT 49 mettant obstacle à l'exécution de ses engagements.

### ARTICLE 13 - DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le droit français est seul applicable.

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

### ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

Les présentes CGV sont valables pour l'année en cours. La CCIT 49 se réserve le droit de les modifier à tout moment et sans préavis.

Les présentes CGV sont divisibles.

La nullité éventuelle d'une de ces conditions n'affecte pas la validité des autres, à condition que la disposition annulée n'ait pas été considérée par les parties comme substantielle et déterminante et que l'équilibre général des accords contractuels soit sauvegardé. La CCIT 49 et le CLIENT devront si possible remplacer la disposition annulée par une disposition valable correspondant à l'esprit et à l'objet des accords contractuels. En cas de divergence entre les présentes CGV et les conditions particulières proposées par la CCIT 49, les conditions particulières prévaudront sur les présentes CGV.